

De l'évolution de l'islam dans le monde d'aujourd'hui

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Nous vivons une époque où les médias accordent une trop grande place aux discours extrémistes. C'est pourquoi on entend plus parler des dérives radicales tout comme Al-Qaeda ou l'État islamique. La raison ? Les médias idolâtrèrent la cote d'écoute et, en un sens, cette fin de sensationnalisme justifie toutes les attentions médiatiques. Or, cela contribue à donner une place beaucoup trop grande à des mouvances radicales et aussi à créer un effet d'entraînement. Ainsi et à titre d'exemple, les médias ont renchéri de propos scandaleux de Donald Trump et l'ont placé au cœur de l'actualité électorale américaine. Or il existe et elles sont plus nombreuses qu'on le croit, des voix musulmanes qui tentent de faire prédominer un islam modéré. Cela dit, et pour répondre à la question, il faut établir la différence entre voix individuelles, voix religieuses et voix institutionnelles.

Qu'en est-il donc au niveau individuel ? Dans les pays autoritaires, on cache sa pensée, on la tait, car des propos peuvent être interprétés comme étant séditions. Beaucoup de musulmans ne se sont pas libérés de cette habitude de prudence même lorsqu'ils ont émigré en dehors de la sphère islamique. Par contre, les voix radicales se font entendre au grand jour, car elles perpétuent une tradition visant à perpétuer l'ordre établi dans un contexte dictatorial, tout comme si elles n'avaient pas encore pris conscience du fait que les populations immigrées vivent dans un nouveau contexte dans lequel la société d'accueil majoritaire est généralement laïque. Elles deviennent la mascotte des médias et c'est ainsi que l'opinion publique se fait une idée fautive de la réalité.

Il existe cependant un courant progressiste voir réformateur dans l'islam depuis longtemps. Au XIX^e siècle, le mouvement salafite (terme qui avait alors une toute autre signification que celle de radicaux ou de djihadistes inspirés par le wahhabisme) visait à redonner une interprétation moderne de l'islam qui ne soit pas asservie par les interprétations du passé. La

séparation de l'islam et de l'État a été instituée par Kemal Atatürk en Turquie et a perduré près d'un siècle. Des formulations modérées de l'islam ont été exprimées par le roi Hassan II dans l'ouvrage *La voix de la modération*. Enfin, il existe un grand éventail d'auteurs modernes tels que Mohammed Arkoun, Soheib Bencheikh, Abdennour Bidar, Malek Chebel, Abdelwahab Meddeb ou Rachid Benzine qui appellent à repenser et à réformer l'islam.

La pensée religieuse islamique s'est-elle sclérosée ? Trois grands penseurs des religions ont tenté de [réconcilier la foi et la raison](#). Maimonide (1135-1204) pour le judaïsme, Thomas d'Aquin (1224-1274) pour le christianisme et Averroès (1126-1198) pour l'islam. En son temps, Maimonide a été encensé par les uns et âprement critiqué par les autres, mais a fini par être accepté dans le judaïsme comme le parangon de la pensée religieuse. Par ailleurs, le questionnement est fondamental dans le judaïsme et dans le Talmud et ce questionnement est propice à l'éclosion de la pensée scientifique.

Dans le cas du christianisme, Thomas d'Aquin a été condamné par l'évêque de Paris en 1277, car les thèses rationalistes rentraient en contradiction avec l'axiome de la Création et de la révélation. Le Vatican a néanmoins béatifié Thomas d'Aquin 60 ans plus tard. Au fil des siècles, les institutions religieuses chrétiennes sont devenues des universités indépendantes de l'Église et sont préoccupées par l'avancement du savoir et de la science.

Dans le cas de l'islam, Averroès a demandé de réinterpréter les Écritures islamiques si elles contredisaient la raison. Il a été sévèrement critiqué, mais a été réhabilité à la fin de sa vie. Mais qui se soucie d'Averroès aujourd'hui? Ses travaux sont étudiés par une minorité d'érudits, mais cette étude reste confinée au sein de cercles très restreints tout comme à l'université Al-Azhar et sa pensée ne fait pas tache d'huile. Depuis l'âge d'or andalou, soit du X^e au XII^e siècle, la liberté de penser, de philosopher, de critiquer et de remettre en question est pratiquement absente de la majorité des institutions religieuses islamiques qui sont préoccupées par la transmission itérative de traditions ou même de débats théologiques datant d'un autre âge et non pas par la critique synthétique et encore moins par la

conciliation syncrétique. Le courant mystique soufi fait exception, mais son acceptation ne fait pas l'unanimité.

Qu'en est-il des voix politiques institutionnelles ? Le président égyptien Sissi et le roi du Maroc Mohamed VI ont avancé des propos bien tranchés en regard de la dérive radicale de l'islam.

S'adressant aux leaders du centre islamique d'Al Azhar, le président [Sissi](#) a déclaré: « il est inconcevable que l'idéologie que nous sanctifions soit pour une nation entière une source de préoccupation, de danger, de meurtre et destruction partout dans le monde... Contester les textes sacrés est devenu très difficile au point d'être hostile au monde entier. Est-il concevable que 1,6 milliard de musulmans puissent vouloir tuer une population mondiale de 7 milliards afin qu'ils puissent vivre dans leur monde ? Vous leaders religieux ne pouvez voir les choses avec clarté quand vous êtes enfermés dans cette idéologie. Vous devez en sortir et regarder de l'extérieur et marquer votre opposition avec détermination. Nous avons besoin de changer radicalement notre religion. »

En parallèle à ces propos, le gouvernement mène une lutte ouverte contre les Frères musulmans. En Égypte 27 000 mosquées sont obligatoirement fermées en dehors des heures de prière et le gouvernement a annoncé son intention de limoger 12 000 imams non certifiés. Le gouvernement a pris en charge la formation des imams et standardisé les sermons hebdomadaires.

[Le roi du Maroc](#) qui porte le titre de commandeur des croyants, titre accordé aux premiers califes de l'islam, s'est prononcé contre l'imposture des radicaux de l'islam. « Nous condamnons vigoureusement le meurtre d'innocents... Les terroristes qui agissent au nom de l'islam ne sont pas des musulmans et n'ont de lien avec l'islam que les alibis dont ils se prévalent pour justifier leurs crimes et leurs insanités... L'islam, comme on le sait, n'autorise aucune forme de suicide, pour quelque motif que ce soit... Ceux qui incitent au meurtre et à l'agression, qui excommunient indûment les gens ne font que colporter le mensonge... Ils instrumentalisent certains jeunes musulmans, plus particulièrement en Europe, et exploitent leur méconnaissance de la langue arabe et de l'islam véridique pour relayer leurs messages erronés et leurs promesses dévoyées. Face à la prolifération des obscurantismes répandus au nom de la religion, tous, musulmans, chrétiens et juifs, doivent dresser un front commun pour contrecarrer le

fanatisme, la haine et le repli sur soi sous toutes leurs formes. » On ne peut être plus clair.

Ceci dit, bien que le Maroc a signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont l'article 18 affirme la liberté de conscience, le Conseil supérieur des Oulémas qui a été appelé à donner un avis, a émis une fatwa affirmant que le musulman qui apostasie en se convertissant à une autre religion mérite la peine de mort.

Peut-on affirmer que l'islam est en voie de se libérer de l'islamisme ?

Point encore. Dans beaucoup de pays, les droits de la personne sont souvent considérés comme une entrave voire une menace à l'unité religieuse ou étatique. Bien que le Coran stipule qu'il n'y a pas de coercition en matière de croyance, l'apostasie est interdite et sévèrement condamnée. L'islam ne s'est pas libéré de ses contradictions. Le christianisme a connu les réformes protestantes, le judaïsme a également connu des mouvances qui ne se rangeaient pas du côté de l'orthodoxie. L'islam moderne n'a pas encore pu générer une pensée contestataire et encore moins créer un milieu propice à l'éclosion de la pensée ouverte, critique et libérée. Les sociétés saoudienne ou iranienne pour ne citer que celles-ci, paient le prix fort en termes de liberté et de moralité, car elles sont prises dans l'étau des rigorismes antinomiques du wahhabisme et du chiisme. Même les mouvements séculiers de l'Égypte nassérienne, du Baath en Syrie et en Irak ou le Front de libération nationale algérien sont demeurés des régimes autoritaires fermés au pluralisme. Le printemps arabe a ouvert la voie à la mise en question de l'autorité politique. Ce phénomène libérateur a toutefois été étouffé par les islamistes qui ont profité de l'opportunité démocratique et de l'instabilité pour le récupérer à leur profit et s'imposer. Or, si dans une démocratie, chaque personne a droit à une voix, dans une théocratie, chaque personne a droit à une voix, mais une seule fois. De là la contre-réaction violente à l'emprise islamiste.

[Peut-on avancer que l'islam se libère ?](#) Il ne peut y avoir de libération que par une autoémancipation c'est-à-dire qu'elle viendra des musulmans eux-mêmes. Elle tarde à venir, mais fait des progrès tout de même.